EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 1^{er} Décembre 2008

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 34 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH - Chistian AMIRATY - François-Noël BERNARDI - Jean-Pierre BERTRAND - Patrick BORE - Eugène CASELLI - Gérard CHENOZ - Vincent COULOMB - Eric DIARD - André ESSAYAN - François FRANCESCHI - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Francis GIRAUD - Michel ILLAC - Eric LE DISSES - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Christophe MASSE - Bernard MOREL - Renaud MUSELIER - Pierre PENE - Claude PICCIRILLO - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Myriam SALAH-EDDINE - Philippe SAN MARCO - Pierre SEMERIVA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Sabine BERNASCONI - Vincent BURRONI - Patricia COLIN - Jean-Claude GAUDIN - Christophe MADROLLE - Patrick MENNUCCI - Danielle MILON - André MOLINO.

Monsieur Le Président a proposé au Bureau d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

AGER 018-755/08/BC

**■ Constitution à titre onéreux d'une servitude de passage en tréfonds pour une canalisation d'eau filtrée sur la propriété de Monsieur et Madame ABISDID située 270 rue Albert Einstein Marseille 13^{ème} arrondissement
DUFHOP 08/1888/BC**

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Communauté le rapport suivant :

La propriété de Monsieur et Madame ABISDID cadastrée quartier Château-Gombert section E n°239 – 13013 Marseille, est traversée par une canalisation d'eau filtrée, posée en 1971, n'ayant pas fait l'objet de l'établissement d'un titre de servitude.

Conformément aux compétences en matière d'eau et d'assainissement qui sont dévolues à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en vertu de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire que Marseille Provence Métropole régularise la servitude de passage en tréfonds ainsi constituée et indemnise Monsieur et Madame ABISDID à hauteur de 3800 euros (trois mille huit cents euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Monsieur le Président propose au Bureau de la Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Bureau de la Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération 0004-314/08/CC du 31 mai 2008 portant délégations du Conseil de Communauté au Président et au Bureau ;
- L'avis de France Domaine du 17 juillet 2008 ;

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la parcelle cadastrée Château-Gombert section E n°239 pour une canalisation d'eau filtrée permettra de régulariser cette situation foncière par réitération par acte authentique.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel Monsieur et Madame ABISDID consentent au profit de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole qui l'accepte, sur la parcelle située lotissement le Clos Henri, 270 rue Albert Einstein – 13013 Marseille cadastrée sous le n° 239 de la section E de Château-Gombert, la constitution d'une servitude de passage en tréfonds portant sur une bande de terrain de 50 m² en vue du passage d'une canalisation d'eau filtrée moyennant la somme de 3800 € (trois mille huit cents euros).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole susvisé et tout document inhérent à l'établissement de l'acte.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique seront imputés au budget de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole – Opération 2008/00145 – Nature 2111 – Fonction 824 – Sous Politique C 130.

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué
A la Propreté, Traitement des Déchets
Eau et Assainissement

Antoine ROUZAUD

Pour Présentation,
La Présidente Déléguée de la Commission
Une Agglomération Eco-Responsable

Martine VASSAL

Certifié Conforme
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI